

Bruno De Conti
Célio Hiratuka

Université d'État de Campinas

Le dialogue économique chez les BRICS : potentiel et défis

L'acronyme BRIC a été inventé en 2001 par Goldman Sachs et a été utilisé par les analystes des marchés financiers en référence à un groupe de pays qui offrirait des opportunités pour des investissements très rentables. L'utilisation de l'acronyme a été répandue dans les médias et a finalement encouragé la réunion des gouvernements de ces pays pour mener des discussions sur l'économie internationale.

Cependant, ce groupe, né comme un objet – envisagé comme source d'actifs à haut rendement pour les investisseurs mondiaux – a été structuré comme un sujet, en tant qu'acteur important dans des dialogues internationaux, avec un message très clair : nous n'accepterons pas le rôle qui nous est donné et nous voulons être protagonistes dans les enjeux économiques internationaux. Cela se justifie par le fait que les BRICS représentent conjointement 42,6 % de la population mondiale et 22,5 % du PIB global¹. Le groupe s'est donc organisé autour d'un programme de refus du *statu quo*. Bien sûr, il y a aussi la nécessité de construire un agenda économique positif, avec des propositions en ce qui concerne l'ordre

international et la relation entre les cinq pays. Cet article vise ainsi à explorer les possibilités et les défis pour la constitution de ce réseau de relations économiques entre les pays des BRICS, notamment sur deux dimensions principales : 1) productive (le commerce international et les investissements directs étrangers) ; 2) monétaire et financière.

La dimension productive

Grâce à la première réunion ministérielle tenue en 2006, l'institutionnalisation d'un sommet annuel à partir de 2009 et, enfin, l'incorporation officielle de l'Afrique du Sud en 2010, les BRICS progressivement approfondissent et élargissent leurs mécanismes de coopération.

Comme l'a souligné Fonseca Jr. (2013), la manière dont les BRICS ont affecté leurs membres peut être analysée à partir d'une double perspective. La première concerne l'influence que les BRICS peuvent avoir sur

runo De Conti
élio Hiratuka
université d'État de Campinas

Les BRICS :

ternational et la relation entre les cinq pays. Cet article se ainsi à explorer les possibilités et les défis pour la institution de ce réseau de relations économiques entre : pays des BRICS, notamment sur deux dimensions incipales : 1) productive (le commerce international les investissements directs étrangers) ; 2) monétaire et iancière.

1 dimension productive

Grâce à la première réunion ministérielle tenue 2006, l'institutionnalisation d'un sommet annuel partir de 2009 et, enfin, l'incorporation officielle de frique du Sud en 2010, les BRICS progressivement profondissent et élargissent leurs mécanismes de opération.

Comme l'a souligné Fonseca Jr. (2013), la manière nt les BRICS ont affecté leurs membres peut être ana ée à partir d'une double perspective. La première acerne l'influence que les BRICS peuvent avoir sur

l'ordre international, liée à leur capacité de coordination dans les principales instances multilatérales. La seconde vient de l'interaction des pays BRICS entre eux, ce qui implique une variété de domaines où il y a un grand potentiel pour la coopération intra-BRICS.

Pour ce qui concerne le commerce international - comme dans d'autres affaires multilatérales -, l'importance des BRICS a beaucoup augmenté et ils cherchent à amplifier leurs influences sur les discussions au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Malgré les différents poids que le commerce extérieur a dans les stratégies de développement de ce groupe de pays - qui se reflètent dans les différents degrés d'ouverture économique et dans la diversité des produits exportés par chaque pays -, il a été possible de percevoir dans le cycle de Doha la coordination des positions au sein des négociations, particulièrement dans le domaine des négociations agricoles.

Les positions du Brésil, de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de la Chine (la Russie ayant rejoint l'OMC plus tard) ont été importantes pour faire face aux intérêts des États-Unis et de l'Union européenne, qui cherchaient à maintenir les politiques de protection sélective pour leurs marchés agricoles et, simultanément, à conserver l'espace pour que les pays moins développés protègent leurs marchés agricoles en fonction des problèmes de sécurité alimentaire. De même, dans les négociations sur l'accès aux marchés non agricoles (Nama), la coordination entre les BRICS a permis de préserver en quelque sorte la défense de leurs marchés de biens industriels et d'augmenter leur pouvoir de négociation pour plaider une plus grande réduction tarifaire dans les pays développés (Thorstensen et Oliveira, 2014).

On peut donc dire que la coordination des actions à l'OMC a mis ce groupe de pays à un nouveau niveau en termes de pouvoir de négociation au sein de l'institution, puisqu'ils ont réussi à concilier les intérêts particuliers de chaque pays et à exercer une influence considérable sur d'importantes négociations.

Cela s'explique par la capacité d'organisation du groupe, mais aussi par la croissance de son importance dans les échanges commerciaux internationaux. Le tableau 1 montre que la part du groupe dans les exportations globales est montée de 7,5 % en 2000 à 19 % en 2015. Il est important de noter cependant que cette croissance reflète principalement la croissance de la Chine, qui est passée de 3,9 % des exportations mondiales en 2000 à 13,7 % en 2015. Pour le commerce total des BRICS, la part de la Chine représentait 52,3 % en 2000 et a atteint 72,4 % en 2015.

Pourtant, le tableau 1 montre également que de 2000 à 2010, tous les BRICS ont augmenté leurs parts dans les exportations mondiales. Cette période comprend le cycle de croissance économique mondiale avant la crise financière internationale, caractérisée par un cycle favorable des prix internationaux des « *commodities* » agricoles et minérales. La période 2010-2015 correspond aux années qui ont suivi l'écllosion de la crise financière globale, engendrant une forte baisse de l'activité économique mondiale, la réduction des prix des matières premières et le ralentissement du commerce mondial. Dans cette dernière période, la Chine et l'Inde ont réussi à soutenir la croissance de leurs parts dans les exportations mondiales, alors que le Brésil, la Russie et l'Afrique du Sud ont subi plus directement l'impact de la crise.

Tableau 1. La part des pays des BRICS dans le commerce mondial (%)

	Brésil	Chine	Inde	Russie	Afrique du Sud	Total Brics
2000	0,9 %	3,9 %	0,7 %	1,6 %	0,4 %	7,5 %
2005	1,1 %	7,3 %	1 %	2,3 %	0,4 %	12,1 %
2010	1,3 %	10,3 %	1,4 %	2,6 %	0,5 %	16,2 %
2015	1,2 %	13,7 %	1,6 %	2,1 %	0,4 %	19 %

Source : Unctad

Dans une large mesure, cette performance divergente des exportations dans la période post-2008 est associée au profil d'exportation des différents pays qui composent les BRICS. Les exportations du Brésil, de la Russie et de l'Afrique du Sud sont plutôt de produits primaires (agricoles et minéraux), tandis que celles de la Chine et de

l'Inde ont une part importante composée de produits manufacturés. De toute façon, il n'y a qu'en Chine que la participation des produits manufacturés est plus grande que celle des produits primaires. Même l'Inde, qui augmente son importance dans la production industrielle globale, conserve une plus grande part de biens primaires.

Tableau 2. La part des pays des BRICS dans le commerce mondial : produits manufacturés et non manufacturés (%)

	Brésil	Chine	Inde	Russie	Afrique du Sud	Total BRICS
Non manufacturés						
2000	1,5 %	2,0 %	1,1 %	4,5 %	0,7 %	9,8 %
2005	2,0 %	2,2 %	1,5 %	6,4 %	0,8 %	12,8 %
2010	2,7 %	2,2 %	2,1 %	6,4 %	0,9 %	14,4 %
2015	2,6 %	2,9 %	2,3 %	5,8 %	0,8 %	14,4 %
Manufacturés						
2000	0,7 %	4,7 %	0,6 %	0,5 %	0,3 %	6,7 %
2005	0,8 %	9,5 %	0,8 %	0,6 %	0,3 %	12,0 %
2010	0,7 %	14,8 %	1,2 %	0,5 %	0,4 %	17,5 %
2015	0,6 %	18,6 %	1,4 %	0,6 %	0,3 %	21,4 %

Source : Unctad

Le tableau 3 présente le commerce entre les BRICS. Comme on peut le voir, le volume des échanges

intra-BRICS a connu un taux de croissance significatif entre 2000 et 2010 (environ 28 % par an) et une hausse de

le commerce mondial (%)

Russie	Afrique du Sud	Total Brics
1,6 %	0,4 %	7,5 %
2,3 %	0,4 %	12,1 %
2,6 %	0,5 %	16,2 %
2,1 %	0,4 %	19 %

e ont une part importante composée de produits ufaturés. De toute façon, il n'y a qu'en Chine que la icipation des produits manufacturés est plus grande celle des produits primaires. Même l'Inde, qui aug- te son importance dans la production industrielle ale, conserve une plus grande part de biens primaires.

[: produits manufacturés et non manufacturés (%)

Russie	Afrique du Sud	Total BRICS
4,5 %	0,7 %	9,8 %
6,4 %	0,8 %	12,8 %
6,4 %	0,9 %	14,4 %
5,8 %	0,8 %	14,4 %
0,5 %	0,3 %	6,7 %
0,6 %	0,3 %	12,0 %
0,5 %	0,4 %	17,5 %
0,6 %	0,3 %	21,4 %

-BRICS a connu un taux de croissance significatif : 2000 et 2010 (environ 28 % par an) et une hausse de

3,7 % à 8,5 % des exportations totales des BRICS. Par rap- port aux exportations mondiales totales, la part est passée de 0,3 % en 2000 à 1,4 % en 2010. Entre 2010 et 2015, le taux de croissance (environ 3 % par an) a été beaucoup

plus faible et le commerce intra-BRICS s'est réduit à 7,7 % des exportations totales des BRICS et 1,5 % des exporta- tions mondiales.

Tableau 3. Le commerce intra-BRICS et sa participation dans les exportations totales des BRICS et dans les exportations mondiales totales.

Année	US\$ milliards	% des exportations des BRICS	% des exportations mondiales
2000	17,71	3,7 %	0,3 %
2005	72,24	5,7 %	0,7 %
2010	210,70	8,5 %	1,4 %
2015	242,30	7,7 %	1,5 %

Source : Unctad

Enfin, le tableau 4 montre la matrice du commerce entre les pays des BRICS en 2015. Les données montrent que les flux les plus importants sont les exportations de

la Chine vers l'Inde, la Russie et le Brésil ; et du Brésil et de la Russie vers la Chine. Ces flux représentent 76 % du total.

Tableau 4. Le commerce intra-BRICS en 2015 (%)

Destination	Origine					Total
	Brésil	Chine	Inde	Russie	Afrique du Sud	
Brésil		11 %	1 %	1 %	0,2 %	14 %
Chine	15 %		4 %	12 %	2 %	33 %
Inde	1 %	24 %		2 %	1 %	29 %
Russie	1 %	14 %	1 %		0,1 %	16 %
Afrique du Sud	1 %	7 %	2 %	0,1 %		9 %
Total	18 %	56 %	7 %	14 %	4 %	100 %

Source : Unctad

Il est possible de noter, par conséquent, qu'en dépit de la croissance récente du commerce intra-BRICS, il y a encore du potentiel pour une augmentation additionnelle des échanges bilatéraux entre les pays du groupe, puisqu'ils sont encore à un bas niveau. Par exemple, le commerce brésilien – qu'il soit comme source ou comme destination des biens – reste encore très concentré sur les relations avec la Chine, ne dépassant même pas 1 % dans les échanges avec les autres partenaires. Compte tenu du niveau de développement de ces pays et de l'importance de l'activité industrielle chez tous, l'implémentation d'efforts cherchant à augmenter le commerce intra-industrie serait importante. Revenant à l'exemple du commerce entre le Brésil et la Chine, en dépit de l'importance des flux, c'est toujours un commerce avec un profil intersectoriel

typique, c'est-à-dire que les exportations du Brésil vers la Chine sont concentrées sur des biens non manufacturés et celles de la Chine vers le Brésil sont essentiellement composées par des produits manufacturés.

Par rapport aux investissements directs, les BRICS ont également une importance croissante pour l'économie mondiale. Du point de vue des stocks d'investissements, les BRICS possèdent 8,5 % du total mondial en 2015. En ce qui concerne les flux reçus (*inward*), le total de la période 2005-2015 était de 16,1 %. Dans le cas des investissements effectués à l'étranger (*outward*), le volume est un peu plus faible, mais reste important, ce que reflète la stratégie de quelques entreprises basées dans les pays des BRICS pour devenir des entreprises mondiales.

Tableau 5. Les investissements directs reçus et détenus par les BRICS. Le stock en 2015 et les flux accumulés dans la période 2005-2015 (% du total mondial).

	Stock 2015		Flux accumulés 2005-2015	
	Inward	Outward	Inward	Outward
Brésil	2,2 %	0,7 %	3,7 %	0,5 %
Chine	3,2 %	1,8 %	7,4 %	4,9 %
Inde	0,8 %	0,4 %	2,1 %	0,8 %
Russie	1,6 %	1,3 %	2,5 %	3,0 %
Afrique du Sud	0,7 %	0,4 %	0,4 %	0,2 %
BRICS total	8,5 %	4,6 %	16,1 %	9,4 %

Source : Unctad

Néanmoins, l'investissement des BRICS dans un autre pays du groupe n'en est encore qu'à ses premiers pas. Il n'est pas facile d'obtenir les flux bilatéraux entre les pays et la seule année avec des données disponibles pour tous les pays est 2012 (tableau 6). Cette année-là, le stock d'investissements intra-BRICS était seulement 3 % du stock

total d'investissements à l'étranger et ne représentait que 0,2 % du total mondial. Au niveau des pays pris individuellement, il n'y a que l'Afrique du Sud qui présente une part importante de ses investissements faits à l'étranger placée chez les autres pays des BRICS (concentrée particulièrement en Chine).

rique, c'est-à-dire que les exportations du Brésil vers la Chine sont concentrées sur des biens non manufacturés et les de la Chine vers le Brésil sont essentiellement composées par des produits manufacturés.

Par rapport aux investissements directs, les BRICS ont également une importance croissante pour l'économie mondiale. Du point de vue des stocks d'investissements, les BRICS possèdent 8,5 % du total mondial en 2015. En ce qui concerne les flux reçus (*inward*), le total de la période 2005-2015 était de 16,1 %. Dans le cas des investissements effectués à l'étranger (*outward*), le volume est un peu plus faible, mais reste important, ce que reflète la stratégie de nombreuses entreprises basées dans les pays des BRICS pour attirer des entreprises mondiales.

et détenus par les BRICS.

le 2005-2015 (% du total mondial).

Flux accumulés 2005-2015	
Inward	Outward
3,7 %	0,5 %
7,4 %	4,9 %
2,1 %	0,8 %
2,5 %	3,0 %
0,4 %	0,2 %
16,1 %	9,4 %

investissements à l'étranger et ne représentait que 0,5 % du total mondial. Au niveau des pays pris individuellement, il n'y a que l'Afrique du Sud qui présente une part importante de ses investissements faits à l'étranger (2,5 %), les autres pays des BRICS (concentrée pour l'instant sur l'Asie).

Tableau 6. Le stock d'investissements détenus à l'étranger en 2012 (US\$ millions)

Outward	Total	BRICS	BRICS/Total	Brésil	Chine	Inde	Russie	Afrique du Sud
Brésil	266 252	364	0,1 %		364			
Chine	531 941	12 282	2,3 %	1 450		1 169	4 888	4 775
Inde	79 857	2 384	3,0 %	88	275		1 841	180
Russie	406 295	1 524	0,4 %	4	234	1 251		35
Afrique du Sud	111 780	24 639	22,0 %	718	20 284	203	3 434	
Total BRICS	1 396 125	41 193	3,0 %	2 260	21 157	2 623	10 163	4 990

Source : Unctad

Cela veut dire que par rapport aux investissements bilatéraux entre les BRICS, les défis et opportunités sont encore plus grands que dans les flux commerciaux. Il est important de noter que les flux d'investissements ont une capacité plus grande que celle des flux commerciaux pour consolider l'intégration entre les pays, car ils impliquent un engagement à long terme, exigeant des relations plus étroites avec le climat des affaires et même la culture des pays partenaires. Les impacts des investissements sont également plus importants, car ils peuvent contribuer à la formation de capital et à la création d'emplois dans les pays qui les reçoivent. Pour quelques secteurs, le transfert de technologie peut également être stimulé. Finalement, les investissements et les activités des entreprises multinationales des BRICS dans un autre pays du groupe inciteront aussi la hausse des flux commerciaux.

Ce parcours vers une situation de plus grande maturité dans les relations économiques entre les BRICS devrait donc articuler des mécanismes pour inciter l'accroissement des flux commerciaux et, notamment, des investissements entre les pays du groupe. C'est une question cruciale, qui devrait être une priorité pour les BRICS, en raison du potentiel pour renforcer l'intégration et les liens de coopération entre les pays.

La dimension monétaire-financière

En ce qui concerne la dimension monétaire-financière, les relations entre les pays des BRICS sont encore faibles. Néanmoins, le potentiel du groupe pour mettre en place – ou bien accélérer – des changements importants sur la scène mondiale est énorme.

En fait, le système monétaire financier international de l'après-guerre a été érigé à partir de l'accord de Bretton Woods² et des institutions multilatérales qu'il a créées – notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). Ces institutions ont été créées par l'ensemble des pays réunis dans cette Conférence mais, malgré le discours de multilatéralisme, elles sont basées sur une forte asymétrie, qui reflète les enjeux géopolitiques et les rapports de force du moment de sa création.

Dans la deuxième décennie du XXI^e siècle, l'accord de Bretton Woods n'est plus suivi et l'économie internationale a beaucoup changé. Aujourd'hui, outre l'importance du PIB et du commerce international des BRICS – présentée préalablement –, les marchés financiers de ces pays sont de plus en plus importants au niveau international. Ils sont une source de revenu très prodigue pour les investisseurs internationaux. Le processus a été graduel, car l'insertion

de ces pays dans la mondialisation financière a été faite à partir des années 1990 (et encore plus tard dans le cas de la Chine)³. De nos jours, qu'il soit dû aux taux d'intérêt très élevés, aux gains obtenus dans les bourses – liés à la croissance économique, mais également à des mouvements spéculatifs – ou bien aux variations des taux de change, les BRICS offrent aux investisseurs internationaux des rendements qu'ils n'obtiennent pas normalement dans leurs pays d'origine. Dès lors, ces BRICS sont la cible des capitaux étrangers, notamment dans les périodes de faible rentabilité dans les pays centraux (comme celui du contexte post-2008). En outre, les BRICS sont aussi – et progressivement – de grands investisseurs au niveau international.

Pourtant, par rapport à l'asymétrie de pouvoir susmentionnée, les institutions créées dans l'après-guerre n'ont absolument pas accompagné ces changements. Deux exemples bien concrets sont suffisamment illustratifs : par un accord tacite, le président du FMI est toujours européen et celui de la BM est toujours américain. Au FMI, les votes de chaque pays signataire ont des poids différents, dérivant de son quota ; or, les votes des États-Unis ont un poids équivalent à environ 17 % du total, tandis que pour certaines décisions (les plus importantes, évidemment) il faut 85 % des voix, ce qui confère tout simplement aux États-Unis un pouvoir de veto. Après des années de négociations – combattues surtout par le Parti républicain au Congrès américain – une réforme a été récemment approuvée au FMI pour augmenter le pouvoir des voix des BRICS, mais ce pouvoir de veto des États-Unis n'a pas été touché.

Il est donc évident qu'au-delà de la rhétorique partisane d'un multilatéralisme, ces institutions restent encore attachées à une réalité qui n'est plus celle de l'économie internationale contemporaine. La perception chez les BRICS est donc que le dialogue à l'intérieur de ces institutions n'est pas si harmonieux.

Alors, à l'égard du système financier et monétaire international, l'émergence du groupe BRICS veut faire en sorte que ces pays (et leurs marchés financiers) ne soient

pas qu'un territoire de conquête pour les capitaux internationaux. Pour essayer de changer cette situation et exercer un contrôle (encore minimal) sur cette dynamique des flux internationaux de capital financier, il y a la possibilité de mener des politiques nationales défensives (e.g. des contrôles sur le compte financier) ou bien une articulation avec ses pairs. C'est là que le groupe BRICS apparaît dans une dimension ayant un grand potentiel de changement.

Les BRICS veulent donc maîtriser davantage la dynamique du système financier et monétaire international. Pour cela, le sixième Sommet des BRICS (2014) a lancé deux initiatives très importantes. Premièrement, le *BRICS Contingent Reserve Arrangement*, à travers lequel les BRICS partagent un volume des réserves internationales (le montant initial a été défini à 100 milliards de dollars). Cela apparaît comme une importante précaution face à la tendance de l'économie internationale à alterner des moments d'abondance et de manque de liquidité pour les pays périphériques – ce qui constitue les « cycles internationaux de liquidité ». Or, dans un éventuel moment de manque de devises internationales pour l'un des BRICS, il sera plus facile pour ces pays – au lieu de demander un prêt au FMI – d'accéder aux réserves disponibles et partagées dans cet accord.

Deuxièmement – et plus important –, les BRICS ont créé la *New Development Bank* (NDB), une banque de développement financée et administrée de manière conjointe par les cinq pays des BRICS. Cette banque a comme objectif central le financement d'investissements liés à l'infrastructure et au développement durable. Son capital initial autorisé est de 100 milliards de dollars. Contrairement au FMI, la structure de gouvernance de cette banque est paritaire (les cinq pays ont le même pouvoir de vote) et sa présidence est tournante. En dépit de l'origine des ressources, les financements ne seront pas limités aux BRICS. Une initiative donc très audacieuse et qui a été érigée avec une vitesse impressionnante : l'intention a été déclarée en 2012 et quatre ans plus tard la banque était déjà opérante⁴.

as qu'un territoire de conquête pour les capitaux internationaux. Pour essayer de changer cette situation et exercer un contrôle (encore minimal) sur cette dynamique des flux internationaux de capital financier, il y a la possibilité de mener des politiques nationales défensives (e.g. des contrôles sur le compte financier) ou bien une articulation avec ses pairs. C'est là que le groupe BRICS apparaît dans une dimension ayant un grand potentiel de changement. Les BRICS veulent donc maîtriser davantage la dynamique du système financier et monétaire international. Or cela, le sixième Sommet des BRICS (2014) a lancé dix initiatives très importantes. Premièrement, le *BRICS Intelligent Reserve Arrangement*, à travers lequel les BRICS tagent un volume des réserves internationales (le montant initial a été défini à 100 milliards de dollars). Cela apparaît comme une importante précaution face à la tendance de l'économie internationale à alterner des moments d'abondance et de manque de liquidité pour les pays périphériques qui constitue les « cycles internationaux de liquidité ». Dans un éventuel moment de manque de devises internationales pour l'un des BRICS, il sera plus facile pour ces pays de demander un prêt au FMI – d'accéder aux ressources disponibles et partagées dans cet accord. Deuxièmement – et plus important –, les BRICS ont créé la *New Development Bank* (NDB), une banque multilatérale financée et administrée de manière conjointe par les cinq pays des BRICS. Cette banque a pour objectif central le financement d'investissements dans l'infrastructure et au développement durable. Son capital initial autorisé est de 100 milliards de dollars. Troisièmement au FMI, la structure de gouvernance de la banque est paritaire (les cinq pays ont le même poids de vote) et sa présidence est tournante. En dépit de la concurrence des ressources, les financements ne seront pas réservés aux BRICS. Une initiative donc très audacieuse et innovante érigée avec une vitesse impressionnante : l'initiative a été déclarée en 2012 et quatre ans plus tard la banque est déjà opérante⁴.

Même si la rhétorique officielle déclare que ces nouvelles institutions sont complémentaires à celles de Bretton Woods, il est difficile d'éviter l'impression qu'elles cherchent à remplacer en quelque sorte les rôles – respectivement – du FMI et de la BM. Néanmoins, il y a une différence essentielle par rapport à ces deux « vieilles » institutions : le FMI et la BM imposent des conditions très sévères aux pays emprunteurs, ce qui contraindrait l'autonomie de politique économique de ces pays. L'accès des BRICS aux réserves partagées et également à une source de financement à bas coût chez la NDB pourra être fait sans ces conditionnalités.

Outre ces deux initiatives déjà mises en place, il y a une troisième idée intéressante. La dynamique des flux internationaux de capital financier fait en sorte qu'il y ait de nos jours un nouveau groupe protagoniste, constitué par les « agences de notation ». Ces agences donnent des notes pour les titres émis par les agents économiques internationaux (les entreprises, mais aussi le secteur public – Trésor national et/ou banque centrale). Or, il est fort embarrassant que les entreprises et les gouvernements des BRICS soient jugés par les agences de notation venant des pays centraux – surtout parce que ces agences ne sont pas neutres ; dans leurs notes, il y a implicitement un jugement sur les politiques économiques menées et, *grosso modo*, sur le rôle de l'État dans chaque pays. Face à cette situation, il y a donc l'idée de créer une agence de notation des BRICS.

Tout cela s'inscrit donc dans un seul but : les BRICS veulent passer d'un rôle passif à un rôle actif sur la scène financière internationale.

Là aussi, il y a d'importantes difficultés. Un des obstacles principaux vient de la sphère monétaire. La monnaie, comme la langue, n'est utile que si elle est aussi utilisée par les autres. Cela explique pourquoi les réunions des BRICS sont – paradoxalement – encore réalisées en anglais. Également, les opérations économiques entre les BRICS sont notamment en dollar américain. Pourquoi ? Parce que le dollar est la monnaie la plus acceptée au

niveau international, ce qui renforce sa propre acceptabilité par tous les agents. La part des marchés internationaux de change relatif aux monnaies des BRICS est toujours très faible : 8,2 %⁵. Cela signifie beaucoup moins que la part de leurs économies dans le PIB global, par exemple. Rien d'anormal, puisqu'il y a un élément inertiel qui prolonge la force des monnaies dont l'usage est déjà répandu sur la scène internationale et rend difficile l'usage des monnaies des pays dits « émergents ». Cela s'explique par le fait que l'utilité des monnaies vient de son acceptabilité chez les autres, et donc de la confiance que la collectivité y pose et du réseau d'utilisation établi⁶.

L'association des BRICS a donc pour but d'accélérer ce processus par le moyen des institutions créées. Le crédit de la NDB pourra être offert dans les monnaies nationales d'un des BRICS. Cela aura pour rôle de répandre l'utilisation des monnaies des BRICS parmi les agents des BRICS, mais aussi d'autres pays qui éventuellement prendront des lignes de financement de la NDB. En plus, cela stimulera le règlement du commerce international entre les BRICS dans leurs propres monnaies. Enfin, l'accord de réserves » rendra les monnaies des BRICS plus fiables aux yeux des investisseurs internationaux, parce qu'il diminue le risque d'une crise de change chez les BRICS. Bref, l'intégration monétaire-financière des BRICS sera énormément stimulée par l'augmentation de l'usage de leurs propres monnaies pour leurs activités économiques. Ce n'est pas facile, mais les efforts dans cette direction peuvent accélérer un processus qui autrement serait trop lent et incertain.

Considérations finales

L'importance des BRICS pour l'économie internationale contemporaine ne fait pas de doute. En dépit de crises vérifiées récemment – ou actuellement – en Russie, en Afrique du Sud et au Brésil, le rôle régional de ces pays,

la dimension de leurs marchés consommateurs et leurs richesses naturelles font en sorte que les agents économiques mondiaux ne puissent pas ignorer ces pays. Néanmoins, cette attention dirigée par les investisseurs internationaux – et également par les gouvernements des pays centraux – sur ces pays ne signifie pas forcément le changement de l'ordre international vers une architecture plus inclusive. Tout au contraire, l'histoire de la création de l'acronyme BRIC – présentée en introduction de cet article – est illustrative d'un regard qui voit ces pays comme un objet : comme une source de matières premières et de produits industriels à bas prix ; comme une source de main-d'œuvre à bas prix ; comme une source d'actifs financiers très rentables.

Cependant, au lieu d'accepter ce rôle passif, les gouvernements des BRICS ont décidé d'agir pour changer leurs positions sur la scène internationale. Il est difficile de mener cet effort à l'intérieur des institutions multilatérales déjà existantes, puisqu'elles tendent à pérenniser la hiérarchie de pouvoir déjà établie. Alors, les BRICS ont décidé de : 1) synchroniser leurs demandes chez les « vieilles » institutions (notamment l'OMC, le FMI et la BM) ; 2) créer de nouvelles institutions. Ainsi, les BRICS se sont structurés comme un sujet, qui refuse le *statu quo* et se bat pour un nouvel ordre.

NOTES

1. Données relatives à 2015.
2. Pour des analyses intéressantes sur l'accord de Bretton Woods, voir Eichengreen (1998) et Helleiner (1994).
3. L'insertion des pays périphériques dans ladite mondialisation financière est présentée dans Chesnais (1996).
4. Cela atteste aussi l'importance apportée à cette initiative par les gouvernements des pays des BRICS en ce moment.

Les difficultés sont assez grandes, puisque les pays centraux n'acceptent pas facilement ces demandes et aussi parce que la complexité de l'économie internationale ne permet pas de changements rapides sur certaines dimensions (monétaire par exemple). Néanmoins, le potentiel d'approfondissement de l'intégration des BRICS est énorme ; dans les dimensions du commerce, de l'investissement, des finances et de la monnaie, comme discuté dans cet article, mais aussi de la science et technologie, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la sécurité cybernétique, etc.

Enfin, il est important de finir la discussion par l'allusion à un défi très important, qui n'a pas été étudié dans cet article, mais qui devra être toujours considéré : malgré les efforts pour bâtir une structure de gouvernance plus horizontale chez les institutions des BRICS, il est clair que la Chine est le pays le plus puissant. Cette puissance – économique, mais aussi politique – crée inévitablement le risque d'une asymétrie chez les BRICS qui serait en contradiction avec son but originel. De toute façon, il vaut mieux pour le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud participer à cette construction et faire face à ce risque que d'accepter les hiérarchies déjà existantes.

5. Pour une analyse plus détaillée de l'usage internationale des différences monétaires nationales, voir De Conti et Prates, 2016.
6. Par exemple, la Livre sterling a gardé son rôle de monnaie-clé de l'économie mondiale longtemps après que l'économie américaine soit devenue la principale économie du monde.

s difficultés sont assez grandes, puisque les pays n'acceptent pas facilement ces demandes et aussi que la complexité de l'économie internationale ne pas de changements rapides sur certaines dimensions (par exemple). Néanmoins, le approfondissement de l'intégration des BRICS est ; dans les dimensions du commerce, de l'investissement, des finances et de la monnaie, comme discuté dans l'article, mais aussi de la science et technologie, culture, de la sécurité alimentaire, de la sécurité

économique, etc. En conclusion, il est important de finir la discussion par l'allusion à un défi très important, qui n'a pas été étudié dans cet article mais qui devra être toujours considéré : malgré les efforts pour bâtir une structure de gouvernance plus horizontale chez les institutions des BRICS, il est clair que la coopération entre les pays le plus puissant. Cette puissance – économique – crée inévitablement le risque de domination chez les BRICS qui serait en contradiction avec l'objectif original. De toute façon, il vaut mieux pour la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud participer à la construction et faire face à ce risque que d'accepter des politiques déjà existantes.

Une analyse plus détaillée de l'usage internationale des différentes monnaies nationales, voir De Conti et Prates, 2016. Par exemple, le Livre sterling a gardé son rôle de monnaie-clé de l'économie mondiale longtemps après que l'économie américaine devienne la principale économie du monde.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHESNAIS, F. (dir.), *La Mondialisation financière : genèse, coût et enjeux*, Paris, Syros, 1996.
- DE CONTI, B. et PRATES, D., *The International Monetary System Hierarchy : Current Configuration and Determinants*, Manchester, 28th Annual EAEPE Conference, 2016.
- EICHENGREEN, B., *Globalizing Capital : a History of the International Monetary System*, Princeton, Princeton University Press, 1998.
- FONSECA JR. G., « BRICS : Notes and Questions », in PIMENTEL, J. V. S. (dir.), *Brazil, BRICS and the International Agenda*, Brasília, Fundação Alexandre Gusmão, 2013.
- HELLEINER, E., *States and the Reemergence of the Global Finance : From Bretton Woods to the 1990s*, New York, Cornell University Press, 1994.
- THORSTEINSEN, V. et OLIVEIRA, T. M., *BRICS in the World Trade Organization : Comparative Trade Policies*, Brasília, IPEA, 2014.